

La présence de La Cité fausserait les statistiques sur le décrochage en Outaouais

Le Cégep de l'Outaouais souffre de l'attrait de La Cité collégiale



MATHIEU BÉLANGER
mabelanger@ledroit.com

La directrice générale du Cégep de l'Outaouais, Marielle Poirier, l'avoue candidement : son institution ne peut pas rivaliser d'égal à égal avec La Cité collégiale (LCC), et l'établissement ontarien le sait très bien et n'hésite pas à en profiter, selon elle.

«Je ne crois pas que la démographie des Franco-Ontariens soit ce qui motive le développement de LCC, c'est clair», dit-elle. M^{me} Poirier remet même en question le financement que reçoit La Cité collégiale provenant de Patrimoine canadien. «Je vais oser dire ce que personne ne veut dire : Patrimoine canadien subventionne LCC parce que l'établissement offre de la formation pour les francophones, mais en grande partie c'est la formation de Québécois qui est subventionnée, a-t-elle lancé. Nous l'oublions parfois, mais ce sont aussi nos taxes qui permettent à cette compétition entre nos institutions de ne pas être égale.»

Le directeur général de la Commission scolaire des Portages-de-l'Outaouais, Jean-Claude Bouchard, affirme pour sa part qu'environ 800 personnes qui font partie des statistiques de décrochage scolaire en Outaouais ne sont pas des décrocheurs en réalité. Ce sont plutôt des gens sans diplôme secondaire qui délaissent le réseau de l'enseignement québécois pour se tourner vers la formation offerte à La Cité collégiale. L'établissement ontarien n'a pas été en mesure, hier, de confirmer cette information, mais confirme qu'il reçoit en ses murs des décrocheurs provenant de l'Outaouais.



ARCHIVES, LeDroit

«Je vais oser dire ce que personne ne veut dire : Patrimoine canadien subventionne LCC parce que l'établissement offre de la formation pour les francophones; mais, en grande partie c'est la formation de Québécois qui est subventionnée», a lancé hier la directrice générale du Cégep de l'Outaouais, Marielle Poirier.

rien n'a pas été en mesure, hier, de confirmer cette information, mais confirme qu'il reçoit en ses murs des décrocheurs provenant de l'Outaouais.

«Ce n'est pas banal, précise le président de la CSPO, Jocelyn Blondin. Ça fausse nos données. Ça veut dire que le taux de décrochage n'est pas aussi élevé qu'il n'y paraît en Outaouais.»

M. Bouchard ajoute qu'il est important que Québec agisse pour permettre au milieu de l'enseignement professionnel de bien répondre aux besoins de ces gens-là, plutôt que d'accepter qu'ils traversent en Ontario pour poursuivre leurs études. «Vous pouvez être certain que nous allons relancer le ministère de l'Éducation avec ces nouvelles données», dit-il.

La porte-parole de LCC, Ginette Gratton, s'est bien gardée de jeter de l'huile sur le feu, affirmant

comprendre la position du milieu de l'enseignement post-secondaire de l'Outaouais.

Le Cégep étouffe

«C'est vrai que plusieurs étudiants décident de venir ici pour plusieurs raisons spécifiques, dit-elle. Aujourd'hui, les gens magasinent pour leur éducation. Le système ontarien d'éducation a toujours été très pragmatique. Le réseau des collèges des arts appliqués et de la technologie est là pour contribuer au développement économique local et c'est ce que nous faisons. Nous répondons aux besoins du marché du travail. Je comprends qu'il y a présentement un questionnement au Québec, mais La Cité collégiale n'a rien fait d'autre que d'être ce qu'elle est : un collège qui mène à l'emploi.»

La directrice générale du Cégep

de l'Outaouais a profité de l'appel à l'aide lancé hier par le réseau scolaire de l'Outaouais pour rappeler, devant les membres de la Conférence régionale des élus de l'Outaouais, que son établissement dépassait de presque 1000 étudiants sa capacité d'accueil.

«Le drame le plus important c'est qu'on est obligé de refuser des étudiants dans nos programmes d'insertion alors que la persévérance scolaire est une priorité du Québec, dit Marielle Poirier. Le Québec a une priorité à laquelle le Cégep n'est plus capable de répondre à cause d'un manque d'espace.» Selon elle, entre 100 et 200 étudiants n'ont pas accès au Cégep de l'Outaouais, chaque année, à cause de cette pénurie d'espace. «On demande de la place pour 5300 étudiants et là-dedans, je n'ai même pas commencé à rapatrier ceux qui vont étudier à La Cité collégiale.»



«Il est impossible pour Québec d'ignorer ces demandes, il y a dans ce document une démonstration claire du sous-financement dont nous sommes victimes. Il faut que la communauté des affaires mette de la pression sur nos députés, il en va de notre pérennité.»

Philippe Marion

président de la Chambre de commerce de Gatineau

«On va soutenir l'UQO du mieux qu'on peut et si on nous demande de faire plus que ce qu'on fait actuellement, on est prêt à le regarder.»

Marc Bureau

maire de Gatineau

«On est devant une mobilisation régionale qui dépasse les premiers bénéficiaires de la cause, on est devant un vrai dossier régional mobilisateur.»

Jean Vaillancourt

recteur de l'UQO

«Nous nous devons de parler d'une voix forte et solidaire pour sensibiliser tous les partenaires de la cause, on est devant un vrai dossier régional mobilisateur.»

«Nous nous devons de parler d'une voix forte et solidaire pour sensibiliser tous les partenaires de la cause, on est devant un vrai dossier régional mobilisateur.»

Paulette Lalonde

présidente de la Conférence régionale des élus de l'Outaouais

«Notre mandat est de contribuer au développement économique de notre région et de répondre aux besoins du marché du travail. On comprend qu'on peut être une menace à ce niveau-là parce qu'on est différent.»

Ginette Gratton

porte-parole de La Cité collégiale



Québec comprend le problème de l'Outaouais

MATHIEU BÉLANGER
mabelanger@ledroit.com

Le contexte économique difficile n'est pas une excuse dont Québec pourra se servir pour ne pas répondre à l'appel à l'aide du secteur de l'enseignement supérieur de l'Outaouais, estime la députée de Hull, Maryse Gaudreault.

«L'ensemble des membres du caucus est en appui, mais maintenant il faut décider des priorités, explique la députée. Les demandes sont sur tous les fronts. On ne pourra pas tout faire en même temps, mais on va tout faire pour mieux outiller les établissements et répondre plus rapidement à leurs demandes pour de nouveaux programmes

et pour les infrastructures.»

C'est ainsi qu'a réagi la députée de Hull au dépôt de la déclaration de l'Alliance pour la cause de l'enseignement supérieur en Outaouais dont *LeDroit* faisait état dans ses pages hier.

En ce sens, améliorer la compréhension de la situation particulière et frontalière de l'Outaouais au sein de l'appareil gouvernemental pourrait bien s'avérer être la clé du succès pour L'Alliance. Il s'agit cependant d'un travail de tous les instants, précise la députée. «Chaque dossier, chaque loi votée à Québec et appliquée en Outaouais amène des impacts qu'on ne voit pas ailleurs dans la province, dit-elle. Une loi qui semble anodine ailleurs au Québec peut devenir un problème ici. C'est à nous,

députés, d'être porteurs de ce message. Les fonctionnaires ont des critères, des programmes et un budget à respecter. Ils doivent aussi maintenir une équité régionale. C'est là que nous, élus, nous arrivons dans la démarche. On doit faire valoir notre situation particulière.»

Elle explique aussi que le message de l'Outaouais voulant que la région vit une situation particulière à cause de sa proximité avec Ottawa commence à être compris à Québec.

«Tout le dossier de la santé a aussi été très mobilisateur dans la région, ajoute le recteur de l'Université du Québec en Outaouais (UQO), Jean Vaillancourt. On bénéficie des efforts faits par ces gens-là. Québec commence à comprendre notre

situation parce que le milieu de la santé en parle depuis des années.»

M^{me} Gaudreault affirme être bien consciente du poids régional qu'a la déclaration de l'Alliance pour la cause de l'enseignement supérieur en Outaouais. À la liste des quelque 100 organismes signataires de la déclaration de l'Alliance s'est ajoutée, hier, celle de la Conférence régionale des élus de l'Outaouais.

«On a toujours une obligation de résultats, précise la députée. Si on fait la liste des réalisations à l'UQO depuis 10 ans on a quand même un bilan positif. Mais quand on voit le nombre d'étudiants qui vont chercher une formation supérieure en Ontario, ça démontre qu'il va falloir agir plus rapidement.»

21 juin 2011 | Le Droit | SAMUELSAMUELBLAIS-BLAIS-GAUTHIER GAUTHIER

Dix ans de drapeau franco

sbgauthier@ledroit.com

L'après-midi du 21 juin 2001 – il y a dix ans aujourd'hui – le drapeau franco-ontarien orné du lys vert et blanc était officiellement reconnu par la province à Queen's Park. Cette journée-là est gravée à l'encre indélébile dans la mémoire de Jean-Marc Lalonde, le député provincial de Glengarry-Prescott-Russell, qui fut l'instigateur de la démarche.

« Ce jour-là, je me suis mis à genoux devant le président de la Chambre. On venait ainsi de reconnaître que les FrancoOntariens étaient également les bâtisseurs de cette province », raconte M. Lalonde.

Ce dernier avait présenté un projet de loi privé afin que les Franco-Ontariens aient eux aussi leur emblème reconnu, un projet de loi qui a d'ailleurs été accepté à l'unanimité par l'Assemblée législative de l'Ontario. Le député parle encore d'un « tour de force »,

Le drapeau franco-ontarien a été dévoilé pour la première fois le 25 septembre 1975, à Sudbury. Il est devenu « un outil de marketing majeur pour toute la communauté francophone de l'Ontario. Nous avons une identité franco-ontarienne et il faut l'afficher fièrement », estime Jean-Marc Lalonde.

« La reconnaissance de notre drapeau a été un événement et un symbole rassembleur pour les Franco-ontariens. C'était la façon de prendre notre place légitime en Ontario. Ce drapeau, c'est la marque de commerce d'une communauté énergique et dynamique », a commenté le président de l'Assemblée de la francophonie de l'Ontario (AFO), Denis Vaillancourt.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

21 juin 2011 | *Le Droit*

Mémorable Franco

Depuis qu'il est né de ses cendres après son 30e anniversaire, le Festival franco-ontarien vogue de succès en succès. Même la météo lui réussit !

Évidemment, il y a une part de chance dans les faveurs de la météo. Mais pour le reste, la renaissance du Franco est due au travail, à la discipline, aux bonnes décisions de programmation, ou dit autrement, à un festival au diapason de la population qu'il veut représenter et animer.

Félicitations donc au directeur général Daniel Simoncic, au directeur de la programmation Laurent Vandeputte, et au conseil d'administration qui les encadre, présidé par Sébastien Lorquet (et son prédécesseur Graham Fox). Et félicitations surtout à la population qui répond avec enthousiasme. C'est leur Franco et elle se l'approprie bien !

Pierre Jury

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

Publié le 20 juin 2011 à 05h30 | Mis à jour le 20 juin 2011 à 05h30

Il est temps que l'Outaouais s'affranchisse



[Patrick Duquette](#)
Le Droit

Il n'est pas si courant d'entendre l'Outaouais s'exprimer d'une seule et même voix. C'est pourtant ce qu'elle fait avec ce cri du coeur lancé par une centaine de partenaires de tous les milieux en faveur d'une meilleure éducation post-secondaire en Outaouais. La ministre québécoise de l'Éducation, Line Beauchamp, ne pourra rester sourde aux revendications de la nouvelle alliance. Surtout que le caucus des députés libéraux de l'Outaouais, Maryse Gaudreault en tête, a décidé d'enfourcher le cheval de bataille. C'est toute une région qui veut s'affranchir de sa dépendance à l'Ontario en terme d'études collégiales et universitaires.

Ce n'est pas d'hier que les établissements d'études supérieures de l'Outaouais se plaignent de sous-financement. Insatisfaits des progrès obtenus jusqu'ici par la voie administrative, l'UQO, le Cégep de l'Outaouais et les autres établissements post-secondaires de la région ont décidé de porter leur bataille sur le terrain politique. Signe que le fruit était mûr pour cette démarche, il a fallu moins de dix mois à la Table Éducation Outaouais pour rallier l'appui d'une centaine de partenaires de tous les milieux - villes, MRC, CLD, chambres de commerces, syndicats, associations et coopératives. Sans compter plusieurs appuis privés, notamment de la championne olympique Sylvie Fréchette et du magnat de la haute technologie Terry Matthews. Ils ont accouché d'une « Déclaration » qui dépeint, chiffres à l'appui, et en une vingtaine de pages bien tassées, la situation frontalière problématique de l'Outaouais.

Le document, qui atterrira forcément sur le bureau de la ministre Beauchamp, donne à réfléchir. C'est qu'il y a un « trou dans le bateau », pour reprendre l'expression du recteur de l'Université du Québec en Outaouais (UQO), Jean Vaillancourt. Chaque année, entre 2600 et 2800 jeunes de l'Outaouais choisissent de poursuivre leurs études supérieures en Ontario où les frais de scolarité sont pourtant trois fois plus élevés. Dans 85 % des cas, la raison invoquée est le manque de programmes d'études en Outaouais. En y jetant un oeil de plus près, on constate en effet un déséquilibre flagrant : Ottawa offre 835 programmes d'études de niveau collégial et universitaire, comparativement à 101 en Outaouais.

Mais le constat le plus grave du document, et qui devrait alerter la ministre Beauchamp, c'est que l'exode met en péril la croissance de l'Outaouais. Le quart des qualifications obtenues du côté ontarien ne sont pas reconnues au Québec. Dans les faits, de nombreux jeunes de l'Outaouais ne reviennent pas à la fin de leurs études en Ontario. Ces nouveaux diplômés risquent de manquer cruellement à l'Outaouais. En plein essor démographique, la région aura besoin, d'ici 3 ans, de 22 000 nouveaux diplômés collégiaux et universitaires. Sans quoi, elle ne pourra faire face à sa croissance et combler les départs à la retraite. Ces chiffres très conservateurs - « au ras des pâquerettes » - comme le souligne Jean Vaillancourt, sont incontestables.

Il est temps que le Québec donne les moyens à l'Outaouais de s'affranchir de sa dépendance de l'Ontario en matière d'éducation supérieure. L'UQO ne compte que pour 1,6 % des interventions universitaires au Québec, alors que la population de l'Outaouais représente 4,5 % de la province. M. Vaillancourt ne peut compter sur ses seules interventions à la table des recteurs, la CRÉPUQ, où tout le monde est en compétition, pour ramener l'équilibre. La ministre Beauchamp doit intervenir afin que les demandes de l'UQO pour de nouveaux programmes se retrouvent au-dessus de la pile, le temps de rétablir une inéquité flagrante avec les autres régions du Québec.

Plus fondamentalement, le gouvernement du Québec doit aussi reconnaître la situation frontalière de l'Outaouais. Ce n'est pas qu'une question d'équité, c'est une question d'économie. Il faut stopper l'exode de jeunes cerveaux dont l'Outaouais a besoin. L'Ontario a démontré une redoutable efficacité à mettre sur pied de nouveaux programmes d'enseignement afin de s'adapter aux réalités du marché du travail. L'UQO et le cégep de l'Outaouais doivent être en mesure de lutter à armes égales avec les établissements ontariens, dans un climat de saine compétition.

21 juin 2011 | Le Droit | JOËL-DENIS BELLAVANCE JOËL-DENIS BELLAVANCE | La Presse avec La Presse Canadienne

Ottawa forcera le retour au travail

Le gouvernement Harper est passé de la parole aux actes, hier, et a déposé hier un projet de loi pour mettre fin au lock-out qui dure depuis près d'une semaine à Postes Canada.



LA PRESSE CANADIENNE

La ministre du Travail, Lisa Raitt, a réitéré hier que le gouvernement a pour priorité de soutenir la croissance économique et qu'il interviendra dans tout conflit de travail qui pourrait la compromettre.

La loi d'exception, une fois qu'elle aura obtenu la sanction royale, donnera le mandat à un arbitre indépendant d'imposer une nouvelle convention collective en retenant soit la proposition de l'employeur ou l'offre du syndicat. La décision de l'arbitre sera sans appel et contraignante. Le contrevenant s'expose à des amendes pouvant atteindre 100 000 \$.

Dans l'intervalle, la convention collective, échue depuis le 31 janvier, continuera de s'appliquer.

Mme Raitt a déposé le projet de loi deux heures après s'être entretenue au téléphone avec le pdg de Postes Canada, Deepak Chopra, et le président du Syndicat des travailleurs et des travailleuses des postes (STTP), Denis Lemelin, dans une ultime tentative de relancer les négociations.

Les négos reprennent

Peu de temps après, les deux parties ont repris les négociations pour tenter d'aplanir leurs différends.

« Je leur ai dit qu'ils devaient trouver une façon de régler leurs différends, faute de quoi ce sera le Parlement qui leur dictera une façon », a dit la ministre en point de presse.

« C'est le risque que courent les deux parties lorsqu'elles invitent le Parlement à régler leur conflit. [...] Nous agissons dans l'intérêt des Canadiens et de l'économie du pays. Nous voulons une reprise de la livraison du courrier le plus vite possible », a-t-elle ajouté.

Plusieurs manifestations

Vivement opposés à la démarche du gouvernement Harper, les syndiqués ont organisé hier de nombreuses manifestations un peu partout au pays.

Postes Canada a décrété le lock-out mercredi dernier, après deux semaines de grève tournante qui

lui auraient causé des pertes de 100 millions de dollars, selon ses affirmations.

Le débat sur cette loi d'exception commencera cet après-midi aux Communes. Le gouvernement Harper compte l'adopter avant la fin de la session parlementaire, prévue jeudi. Mais il devra composer avec la vive opposition du NPD, traditionnellement proche des syndicats, ainsi que les récriminations du Parti libéral et des quatre députés bloquistes.

Le NPD mécontent

Le leader adjoint du NPD, Thomas Mulcair, a décrié la décision du gouvernement de s'immiscer Les syndiqués de Postes Canada ont organisé plusieurs manifestations, dont une à Montréal hier, pour souligner leur mécontentement face au gouvernement Harper, qui a déposé un projet de loi pour les forcer à retourner au travail. Ottawa compte adopter le projet de loi avant la fin de la session parlementaire, prévue jeudi. dans ce conflit de travail. Selon lui, le gouvernement Harper se range du côté de l'employeur.

« Le gouvernement prétend être de bonne foi. Voyons voir ! Notre système de négociations collectives est basé sur la bonne foi.

« Dans le cas de Postes Canada, c'est le gouvernement luimême, par l'entremise d'une société de la Couronne, qui a procédé au lock-out des employés de Postes Canada. Ce même gouvernement se tourne maintenant pour montrer du doigt la situation qu'il a lui-même créée, dit qu'il faut mettre fin au lock-out qu'il a créé et va proposer une loi spéciale pour briser les droits des travailleurs », a déclaré M. Mulcair aux Communes.

Le chef du Parti libéral, Bob Rae, a abondé dans ce sens.

Par ailleurs, lock-out ou pas, plusieurs Canadiens trouveront tout de même des enveloppes dans leur boîte aux lettres ces jours-ci.

En vertu d'une entente conclue bien avant le conflit, les travailleurs de Postes Canada se sont en effet engagés à distribuer les chèques gouvernementaux, comme l'aide sociale, les pensions de vieillesse et les prestations de soutien aux familles.

Selon le syndicat, près de 9000 de ses membres participent au traitement et à la livraison de plus de deux millions de chèques ce mois-ci. Les syndiqués ne sont pas rémunérés pour livrer les chèques, mais ils recevront une somme forfaitaire de 50 \$.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

21 juin 2011 | Le Droit

QUATRE « BRAVES » DE L'ÉCOLE SAINT-LAURENT HONORÉES



Quatre employées de l'école Saint-Laurent du secteur Buckingham, à Gatineau, ont reçu la médaille de l'Assemblée nationale pour le courage dont elles ont fait preuve lors de l'irruption d'un homme armé dans l'enceinte de l'établissement scolaire, le 19 avril dernier. Rachel Pilon, Josée Pilote, Janelle Lacroix et Geneviève René ont été en lien direct avec l'individu lourdement armé qui s'est introduit dans leur milieu de travail. Le ministre Norman MacMillan, dont le petit-fils se trouvait à l'école Saint-Laurent lors des événements, a tenu à souligner le courage des quatre femmes. « Faire preuve de courage ne signifie pas de ne pas avoir peur mais plutôt de transformer cette peur en action. C'est ce que ces quatre dames ont fait et je leur remets aujourd'hui la médaille de l'Assemblée nationale pour les remercier », a indiqué M. MacMillan. À gauche sur la photo : le président de la Commission scolaire au Coeur-des-Vallées, Alexandre Iraca. Rock Dagenais s'était présenté à l'école primaire en milieu d'après-midi, en cachant sur lui une carabine tronçonnée chargée, des munitions, ainsi qu'un couteau de chasse dans une botte. L'individu a été maîtrisé sur place sans qu'il n'y ait de blessé.

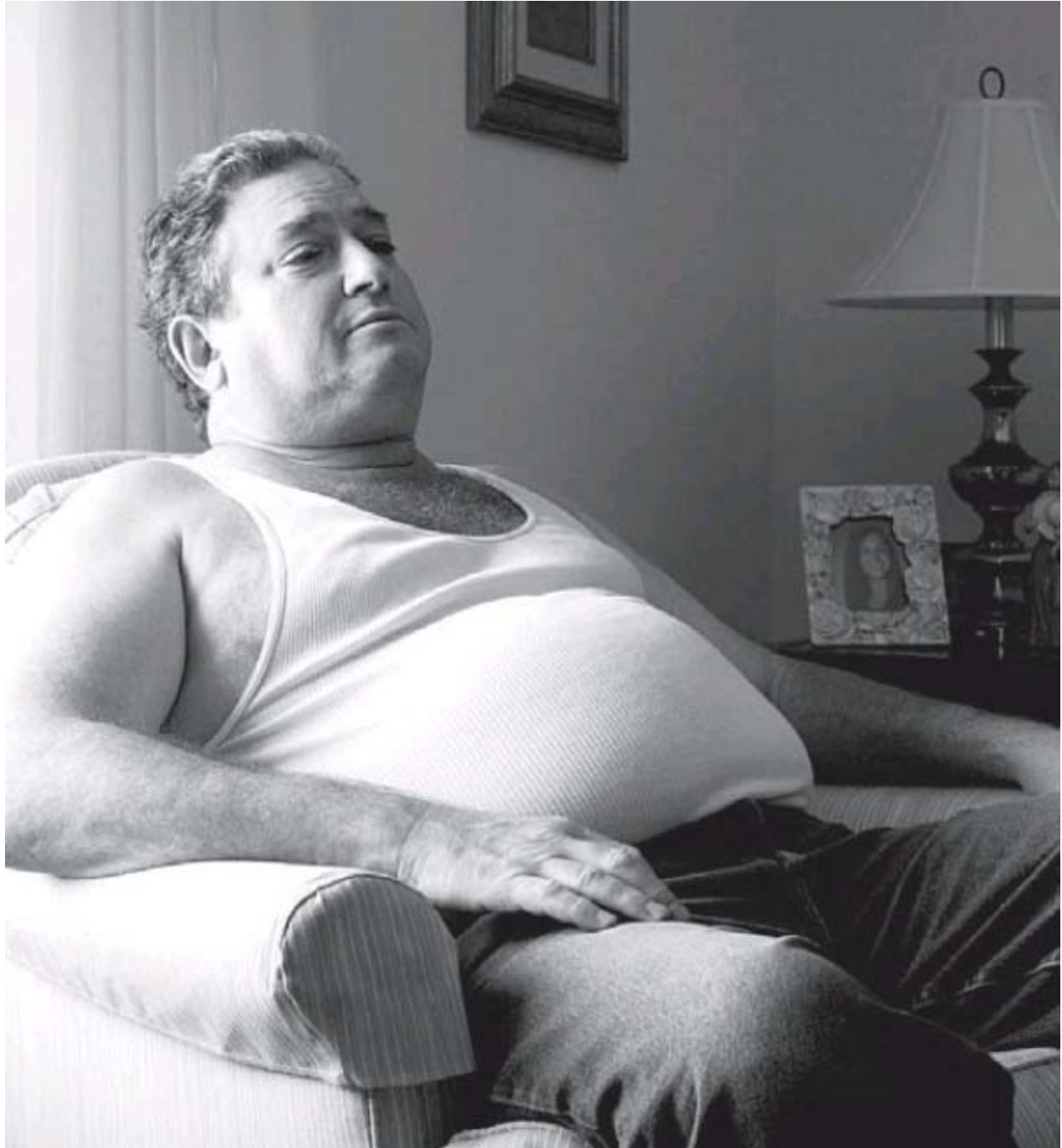
Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

21 juin 2011 | Le Droit | JONATHAN BLOUIN joblouin@ledroit.com | Avec La Presse Canadienne

Un pays en voie d'obésité

Le Canada s'est hissé au 4e rang des pays les plus obèses

Un adulte sur quatre et un enfant sur 11 sont obèses au Canada, révèle une nouvelle étude publiée hier. Depuis 30 ans, le taux d'obésité a doublé au pays et même triplé chez les adolescents de 12 à 17 ans.



ARCHIVES

« Une population plus active permettrait d'éviter plus d'un million de cas d'obésité », explique Mélanie Josée Davidson, de l'Institut canadien d'information sur la santé.

C'est ce qui ressort d'Obésité au Canada, un rapport accablant réalisé conjointement par l'Institut canadien d'information sur la santé (ICIS) et l'Agence de santé publique du Canada.

La situation n'est pas plus rose dans la région de la capitale nationale. Le taux de prévalence de l'obésité autodéclarée se situe à 17,1 % à Gatineau et à 14,3 % de l'autre côté de la rivière des Outaouais.

Le portrait est encore plus sombre dans l'Est ontarien, où le taux de prévalence à l'obésité atteint 25,4 %.

Chez les jeunes de 6 à 17 ans, on compte 8,6 % d'obèses. Plus précisément, chez les jeunes de 12 à 17 ans, l'obésité a triplé entre 1978-1979 et 2004, passant de 3 % à 9,4 %.

« La situation est pire aujourd'hui et on remarque qu'elle est progressive », explique Mélanie Josée Davidson, chef de section pour l'Initiative sur la santé de la population canadienne à l'ICIS.

À l'échelle planétaire, le Canada est passé de la 10^e à la 4^e position. Un bond vers le haut qui le place immédiatement après les États-Unis, le Mexique et la Nouvelle-Zélande.

Plusieurs facteurs semblent expliquer le taux d'obésité à la hausse, dont la baisse d'activité physique et une mauvaise alimentation.

Fait étonnant, tant chez les hommes que chez les femmes, c'est la sédentarité, plus encore que l'alimentation, qui serait le facteur le plus étroitement lié à l'obésité.

Selon les chercheurs, une quinzaine de minutes d'activité à faible impact par jour permettrait d'atténuer ou d'éviter 646 000 cas d'obésité chez les femmes et 405 000 cas chez les hommes, soit près du tiers des cas répertoriés au pays.

L'alimentation

« Une population plus active permettrait d'éviter plus d'un million de cas d'obésité. Et l'amélioration de l'alimentation, calculée en fonction de la consommation de fruits et légumes, pourrait régler plus de 350 000 autres cas », poursuit-elle.

Si le gouvernement a un rôle à jouer, les familles ont aussi leur part de responsabilités. Certains pas ont été effectués, en rayant par exemple la malbouffe de plusieurs arénas, mais il doit y avoir une prise de conscience pour changer d'autres habitudes, estime la chef de section pour l'Initiative sur la santé de la population canadienne à l'ICIS.

En 2008, l'obésité a coûté plus de 4,6 milliards \$ au Canada. Un montant qui inclut des coûts directs comme les hospitalisations, mais aussi des coûts indirects comme le manque de productivité et les personnes décédées prématurément.

Les personnes obèses courent plus de risque d'être atteintes de diabète, de maladies cardiovasculaires et de certains types de cancer.

Selon une étude de l'Organisation de coopération et de développement économiques, la prévention de l'obésité coûterait environ 24 \$ par personne annuellement. Ce qui fait dire à Jérémie Veillard, vice-président recherche et analyse à l'ICIS, qu'investir en prévention coûterait bien moins cher, par le biais de programmes de promotion de la santé et de l'activité physique, notamment.

D'importantes différences existent aussi entre les provinces et les régions du pays. Si Terre-Neuve-et-Labrador est la championne de l'obésité, la Colombie-Britannique affiche le taux le plus faible.

L'Ontario et le Québec font un peu moins bien que leur consœur de l'Ouest canadien, mais se tirent tout de même mieux d'affaire que d'autres provinces, notamment dans les Maritimes.



« En général, le taux d'obésité est plus élevé dans les régions du nord et en Atlantique. Le taux le plus élevé a été répertorié à Mamawetan-Keewatin-Athabaska, en Saskatchewan, où il atteint près de 36 %. D'ailleurs, les populations autochtones sur les réserves sont parmi les plus touchées au pays », indique Mélanie Josée Davidson.

Province provides glasses to JK students

BY ANTONELLA ARTUSO, QUEEN'S PARK BUREAU CHIEF
FIRST POSTED: MONDAY, JUNE 20, 2011 2:07:50 EDT PM



More Ontario children entering junior kindergarten this fall will be eligible for free eyeglasses.

More Ontario children entering junior kindergarten this fall will be eligible for free eyeglasses.

Premier Dalton McGuinty said a program that offers free eye tests and glasses to three and four-year-olds will be available at 14 school boards this year, up from nine boards last year.

While eye testing is already covered by OHIP for Ontarians aged 19 or under, parents usually have to spend about \$130 on a dispensing fee and then pay for the glasses as well, McGuinty said Monday during a visit to Robertson Public School.

"So some parents might say, 'I think she's got a problem, but if I bring her in that \$300 and I don't have \$300,'" McGuinty said. "We're saying don't worry about that. We've got you covered."

The program will cost Ontario taxpayers \$200,000 a year, in addition to the OHIP eye test fees.

The Ontario Association of Optometrists and private sector eyewear companies are contributing about \$5 million a year, McGuinty said.

The McGuinty government is promising to expand the program to all 68 school boards in the province by 2015 to reach 120,000 kids.

The government says that one in six children has a vision problem, yet 80% do not get vision tests before age five.

When fully implemented, the program will provide eyeglasses to an estimated 14,000 students a year.

It was not immediately known which additional school boards would get it.

The McGuinty government provides free eye tests for kids and teens, seniors and diabetics, but delisted routine eye exams for most adults early in its first mandate.

NDP Health Critic France Gelinias said the government is talking out of both sides of its mouth, claiming to care about eye health but refusing to cover exams for most other Ontarians.

"Why is it that our eyes and our teeth are not included into medicare is something that cannot be explained," she said.

This school program is good news for parents of children entering JK but is basically unfair because it does not provide any help to older kids, she said.

A child who needs a wheelchair gets financial support from the government with the cost but most parents are left to scramble to cover the high cost of glasses on their own, Gelinias said.

"It cannot be defended on a health basis, it can only be explained on a political basis," she said. "And health policies based on politics never work."

UHDGHU *#FRP P HQWV#

By adding a comment on the site, you accept our terms and conditions and our netiquette rules.